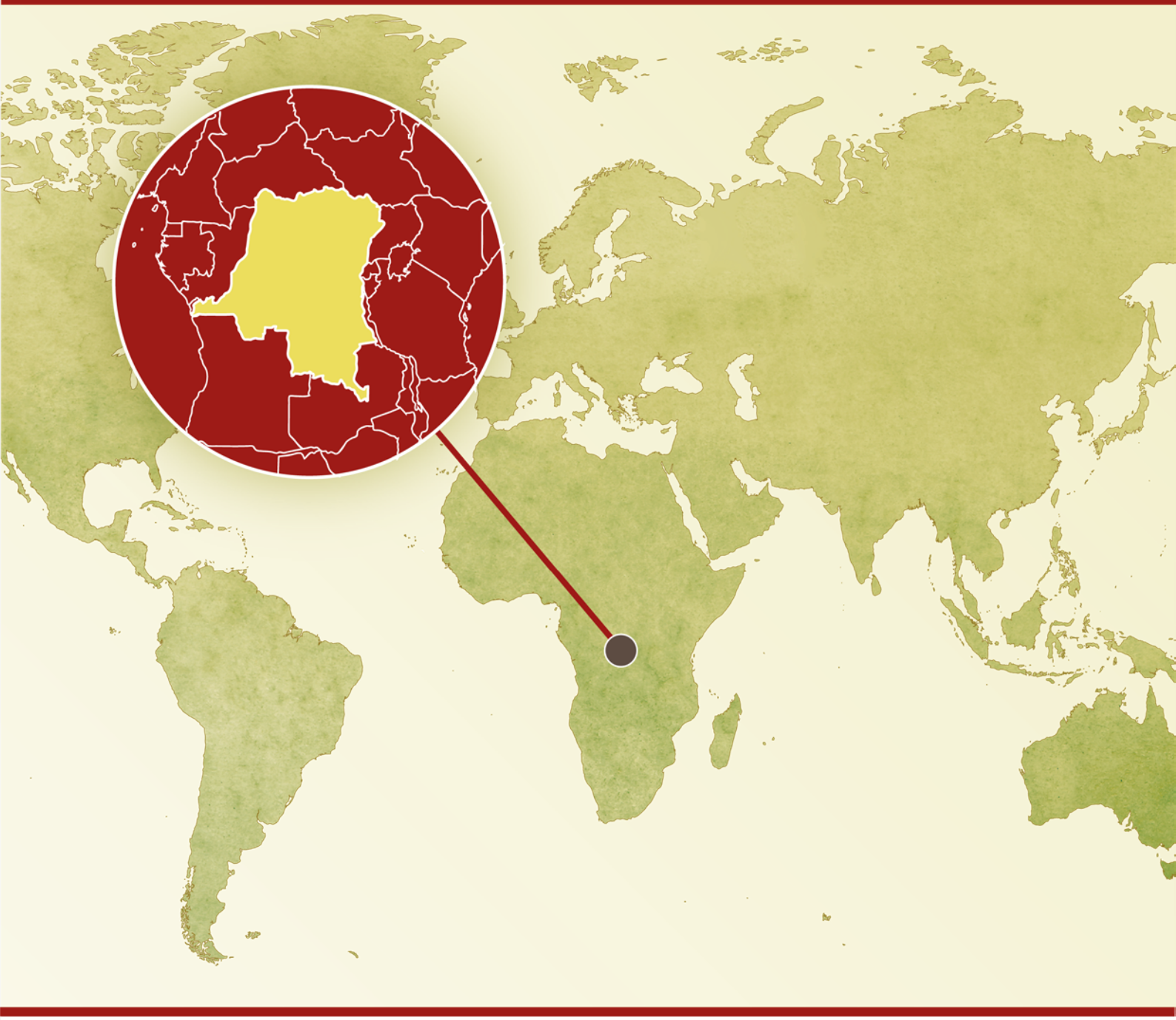
RDC

La violence contre les services de soins de santé en temps de conflit

2024



SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

Insecurity Insight
Data on People in Danger

République démocratique du Congo (RDC)

INCIDENTS SIGNALÉS ET PRÉOCCUPATIONS LES PLUS FRÉQUENTES

INCIDENTS SIGNALÉS	INCIDENTS OÙ DES FOURNITURES MÉDICALES ONT ÉTÉ PILLÉES	PROFESSIONNELS DE SANTÉ TUÉS	ENLÈVEMENTS DE PROFESSIONNELS DE SANTÉ
2024			
84	**25**	**8**	**9**
2023			
118	**36**	**11**	**41**
2022			
136	**46**	**11**	**50**

Source: 2022-2024 COD SHCC Données sur les soins de santé

OVERVIEW

La Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC) a recensé 84 incidents de violence ou d'obstruction aux soins de santé en République démocratique du Congo (RDC) en 2024, contre 118 en 2023 et 136 en 2022. Lors de ces incidents, huit professionnels de santé ont été tués, neuf enlevés, et des fournitures médicales ont été pillées. Le nombre réel d'incidents et la gravité du problème sont probablement bien supérieurs.

Le conflit prolongé, les épidémies de Mpox et la surpopulation des sites de déplacement ont mis à rude épreuve un système de santé déjà très fragile.

Les attaques contre les soins de santé ont doublé dans la province du Tanganyika, où des campagnes de vaccination ont été interrompues par des menaces et des violences.

Dans certaines régions, des centres de santé ont fonctionné jusqu'à 4 000 % au-delà de leur capacité, exerçant une pression extrême sur le personnel médical, confronté à des conditions dangereuses et à un manque de fournitures.

Les données sont issues de mécanismes de partage d'informations entre agences humanitaires, de projets spécialisés, de sources ouvertes et de sources privées. Voir la méthodologie pour plus d'informations.

Rapport complet (anglais) | *Résumé exécutif* | *Méthodologie* | *Données*

République démocratique du Congo (RDC)

LE CONTEXTE

La RDC est confrontée à l'insécurité et aux conflits depuis plusieurs décennies, en particulier dans ses régions orientales. Cette situation s'est poursuivie en 2024, avec des groupes armés tels que le Mouvement du 23 mars (M23) et les Forces démocratiques alliées (ADF) prenant le contrôle de plusieurs zones. En 2024, le M23, soutenu par les Forces de défense rwandaises (RDF), a renforcé son influence dans la province du Nord-Kivu, ciblant les alentours de la ville de Goma et s'emparant de ressources stratégiques, aggravant ainsi l'instabilité. Les ADF ont intensifié les violences dans la province de l'Ituri, où les attaques contre les civils ont augmenté de 17 % par rapport à 2023, faisant plus de 1 300 morts.

En août 2024, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 2746, autorisant la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) à renforcer son soutien à la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe en RDC (SAMIDRC), notamment par la coordination, le partage d'informations et l'assistance technique, tout en garantissant le respect du droit international humanitaire et des droits humains.

Le conflit a entraîné une crise de déplacement massif, avec 7,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays en mars 2024, soit l'une des plus importantes populations déplacées au monde. Le secteur de la santé est parmi les plus touchés, avec plus de 8,9 millions de personnes sans accès aux services médicaux essentiels, en raison des violences et de l'effondrement des infrastructures. En 2024, le Mpox, jusqu'alors endémique dans certaines régions de la RDC, a muté vers une forme plus transmissible dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (désignées ci-après comme les Kivus), avec des foyers épidémiques apparus dans des zones densément peuplées comme Goma et dans des sites de déplacement surchargés. Cette flambée a suscité de vives inquiétudes quant à sa propagation dans un contexte de conditions de vie précaires et d'accès limité aux soins.

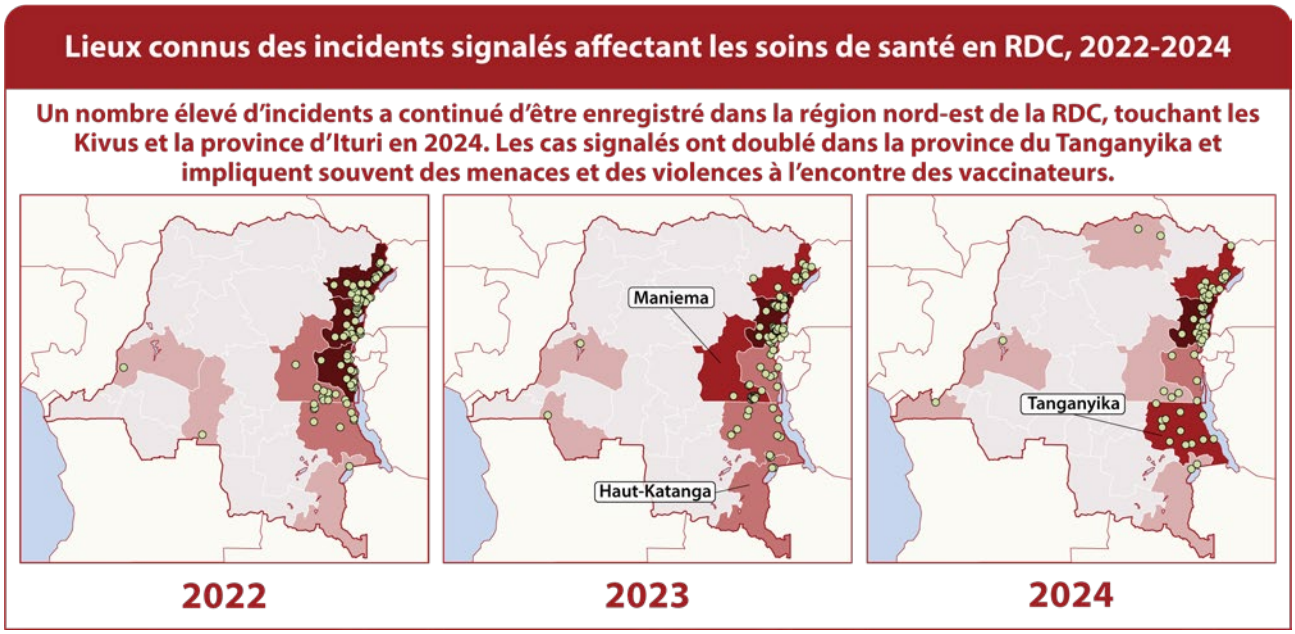
VIOLENCE OU ENTRAVE AUX SOINS DE SANTÉ EN 2024

Le nombre total d'incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé a diminué en 2024, mais certaines provinces ont enregistré une hausse significative. Les incidents ont continué à se concentrer dans le nord-est de la RDC, notamment dans les Kivus et en Ituri, représentant près des deux tiers du total. Les cas signalés ont doublé dans la province du Tanganyika et ont souvent impliqué des menaces ou des violences contre les vaccinateurs. Les dommages aux infrastructures de santé, les pillages de fournitures médicales, les meurtres et les enlèvements de professionnels de santé se sont poursuivis tout au long de l'année.

Plusieurs parties prenantes au conflit ont été citées dans les incidents enregistrés, notamment les ADF, les Forces armées de la RDC (FARDC), le M23, les milices Maï-Maï Kata Katanga, la Coopérative pour le développement économique du Congo (CODECO) et l'Union des patriotes congolais (UPC). En 2024, les incidents attribués aux milices Maï-Maï ont diminué, tandis que de nouveaux cas ont été liés au Collectif des mouvements pour le changement (CMC), à des ex-combattants Seleka, et au Front de résistance patriotique en Ituri (FRPI).Ces groupes ont tué, enlevé, blessé ou menacé des professionnels de santé, pillé des fournitures médicales et endommagé ou vandalisé des centres de santé.

La majorité des incidents ont visé des prestataires affiliés au système de santé public. Toutefois, 16 incidents ont concerné des ONG internationales, deux des ONG locales, et trois ont touché des sociétés de la Croix-Rouge.

République démocratique du Congo (RDC)



Source: Coalition pour la sauvegarde de la santé dans les conflits

Incidents signalés dans l'est de la RDC

Au moins 77 incidents de violence ou d'entrave aux soins de santé ont été recensés dans l'est de la RDC en 2024, la majorité ayant eu lieu en Ituri et dans les Kivus. Des centres de santé ont été incendiés, des fournitures médicales pillées, et des professionnels de santé tués, enlevés ou menacés.Dans la province du Tanganyika, où les cas signalés ont doublé entre 2023 et 2024, les campagnes de vaccination ont été à plusieurs reprises interrompues par des menaces et des actes de violence. Par exemple, la milice Maï-Maï Kata Katanga a pillé et incendié une pharmacie, tendu une embuscade à une équipe de vaccination, détruit des vaccins, et violé deux jeunes filles lors d'une seconde attaque. [1]

Dans la province du Maniema, la milice Maï-Maï Malaika a attaqué des professionnels de santé et leurs ressources : un administrateur d'hôpital a été temporairement enlevé à la suite d'un différend personnel puis relâché après le paiement d'une rançon, tandis qu'un motocycliste transportant des médicaments a été dépouillé de sa cargaison pharmaceutique.[2]

Le pillage de fournitures médicales vitales dans les établissements de santé a été signalé à 11 reprises dans l'est de la RDC en 2024, les ADF, la CODECO, les milices Maï-Maï, le M23 et des hommes non identifiés armés de fusils ayant été signalés comme les auteurs de ces actes. Les pilleurs ont volé du matériel de laboratoire, des médicaments, des matelas et des produits nutritionnels dans les centres de santé, les hôpitaux et les pharmacies, principalement en Ituri et dans les Kivus. Lors d'un incident, la milice CODECO a attaqué l'hôpital général de référence de Drodro, soutenu par MSF, dans le territoire de Djugu, dans la province de l'Ituri, pillant l'hôpital, la pharmacie et le centre de santé, tuant un patient et forçant le personnel et les patients à s'enfuir.[3]

Au moins huit professionnels de santé ont été enlevés lors de sept incidents survenus en 2024 dans l'est de la RDC, contre 37 lors de 21 incidents en 2023 et 50 lors de 31 incidents en 2022. Divers groupes armés, notamment le CMC, des rebelles ADF et des assaillants non identifiés, ont procédé à ces enlèvements, principalement dans les localités de Rutshuru, Goma, Mantumbi, Kirumba (province du Nord-Kivu) et Ikoma (Sud-Kivu).

République démocratique du Congo (RDC)

Les professionnels de santé ont été enlevés dans des centres médicaux, à leur domicile ou sur la route, parfois accusés de soutenir des groupes armés ou en vue de demandes de rançon. Le sort de la majorité d'entre eux reste inconnu. Dans un cas, un infirmier enlevé sur son lieu de travail a été étranglé, son corps jeté dans un lac, puis retrouvé 14 jours plus tard.[4]

Au moins sept professionnels de santé ont été tués dans six incidents recensés en 2024. Outre l'infirmier kidnappé et tué, un soldat des FARDC sous l'emprise de l'alcool a abattu une infirmière qu'il accusait de soigner des membres de la milice Maï-Maï Kata Katanga.[5]

Des centres de santé, hôpitaux et pharmacies ont été délibérément incendiés à au moins cinq reprises dans l'est du pays en 2024. Ces incendies ont été perpétrés par des combattants des ADF, de la CODECO et des Maï-Maï Kata Katanga. Dans certains cas, les installations ont été pillées avant d'être incendiées dans le cadre d'attaques plus larges visant des villes et villages. Par exemple, une pharmacie et plusieurs boutiques ont été incendiées lors d'un raid contre un village du Nord-Kivu, au cours duquel cinq personnes, dont un policier, ont été tuées. L'attaque a été revendiquée par un groupe affilié à l'État islamique. Dans un autre cas, une tentative d'incendie d'un centre médical a été déclenchée par de fausses accusations selon lesquelles l'ONG en charge recevait des financements de la part des ADF. [6]

RÉSEAUX SOCIAUX ET SANTÉ PUBLIQUE : LES RÉCITS DE MPOX EN RDC

Lors de l'épidémie de Mpox de 2024 en RDC, les plateformes en ligne sont devenues un espace d'expression généralisée de méfiance, de désinformation et de théories du complot, ciblant particulièrement les acteurs internationaux de la santé et les autorités locales. Ce climat reflète des griefs de longue date sur l'ingérence étrangère dans le secteur de la santé en Afrique et une défiance envers la gouvernance nationale.

Le suivi des réseaux sociaux par Insecurity Insight a révélé que le sentiment négatif en RDC était plus marqué que dans d'autres pays touchés. Près de 69 % des commentaires analysés exprimaient de la méfiance ou de l'hostilité envers la réponse de la santé publique. Les thèmes communs comprenaient des accusations de corruption parmi les fonctionnaires locaux, des croyances selon lesquelles les organisations internationales répandaient délibérément des maladies, et des craintes que les vaccins soient utilisés à des fins de stérilisation ou de contrôle de la population.

Comparée à l'Ouganda ou au Burundi voisins — où les réactions du public étaient plus nuancées, voire positives — la conversation en ligne en RDC s'est révélée bien plus polarisée. De nombreux messages remettaient en cause la légitimité de l'épidémie, la sécurité des vaccins, ou encore les intentions des campagnes de santé. Certains utilisateurs ont établi un lien entre la gestion du Mpox et des formes historiques d'exploitation, renforçant l'idée que les acteurs locaux comme internationaux privilégient leurs propres intérêts au détriment des populations.

Ce climat de suspicion représente une menace réelle pour les opérations humanitaires en RDC. L'expérience de la réponse à Ebola a montré que la désinformation et l'hostilité sur les réseaux sociaux peuvent se transformer en menaces directes contre le personnel médical. En 2024 — et encore

aujourd'hui — des dynamiques similaires ont mis en péril les campagnes de vaccination, affaibli la confiance des communautés et freiné les réponses aux crises sanitaires, en RDC comme ailleurs.

Le suivi des réseaux sociaux reste essentiel, non seulement pour contrer la désinformation, mais aussi pour concevoir des stratégies plus transparentes, localement adaptées, et porteuses de confiance auprès des populations concernées.

Toutes les autres provinces

Dans la province du Haut-Katanga, un infirmier a été arrêté sur son lieu de travail par des policiers suite à son refus de vendre son terrain au chef local.[7] Au Kongo Central, des hommes armés ont fait irruption dans un centre de santé et ont volé les effets personnels des patients et de l'établissement.[8] Dans le Bas-Uele, des miliciens ex-Seleka ont enlevé une infirmière dans un centre de santé, mais la victime a été rapidement libérée par les FARDC, tandis qu'un groupe armé a pillé un centre de santé et 35 maisons.[9] A Mai-Ndombe, des miliciens Mobondo ont abattu l'infirmière en chef du village de Kikongo.[10]

Cette fiche d'information est basée sur les données sur les soins de santé du COD SHCC pour 2022-2024. Téléchargez les données ici ou sur le Humanitarian Data Exchange (HDX).

L'IMPACT DES ATTAQUES SUR LES SOINS DE SANTÉ

L'insécurité a gravement affaibli le système de santé de la RDC. Les attaques contre les structures de santé ont entraîné des fermetures, des pénuries, et des surcharges extrêmes, avec certains centres fonctionnant avec une surcapacité de 4 000 %. L'épidémie de Mpox en cours — qui a touché plus de 6 000 personnes, en majorité des enfants, avec un taux de létalité de 8,6 % — a encore mis en évidence la fragilité du système.

Le déplacement de populations causé par les conflits a perturbé l'accès aux services essentiels tels que les soins maternels, les campagnes de vaccination et la prise en charge des maladies chroniques, entraînant des décès évitables parmi les populations vulnérables.

La crise humanitaire a entraîné une forte hausse des violences sexuelles liées au conflit, les cas ayant doublé au cours du premier semestre 2024 par rapport à 2023, submergeant les systèmes de santé dans des zones comme Goma, où cinq à sept survivants, y compris des enfants, ont été traités chaque jour. Beaucoup n'ont pas reçu des soins en temps voulu ou adaptés, aggravant ainsi leur traumatisme.

Les femmes et les enfants, qui représentent la majorité des personnes ayant besoin de soins, sont particulièrement exposés dans les camps surpeuplés comme celui de Bulengo, près de Goma. Le manque d'installations WASH et de couverture vaccinale y favorise la propagation de maladies telles que le choléra, le paludisme et la rougeole, mettant encore davantage de pression sur les ressources médicales limitées.

République démocratique du Congo (RDC)

CONFLIT ET FAIM EN RDC

Le rapport *Chronic Insecurity: How Armed Groups Undermine Food Security in Ituri and North Kivu*, publié par Insecurity Insight en janvier 2025, met en lumière la manière dont la violence prolongée des groupes armés a gravement perturbé les moyens de subsistance agricoles et l'accès à la nourriture dans ces deux provinces de l'est de la RDC.

Le rapport souligne les conséquences humanitaires liées à ces perturbations : épidémies de choléra, hausse de la malnutrition, mauvaises conditions sanitaires, et surpopulation dans les sites de déplacement. Ces facteurs ont encore fragilisé un système de santé déjà sous tension, soulignant l'urgence d'un accès humanitaire sécurisé et d'un soutien renforcé aux soins de base et à la nutrition.

1 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 COD SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéros d'incidents 87547 ; 87558.
2 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 COD SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéros d'incidents 87401 ; 88462 ; 87498.
3 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 COD SHCC Données sur les soins de santé. Numéro d'incident 45446
4 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 COD SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéro d'incident 87058.
5 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 COD SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéro d'incident 87258.
6 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 COD SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéro d'incident 87259.
7 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 COD SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéro d'incident 87253.
8 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 COD SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéro d'incident 87609.
9 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 COD SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéros d'incidents 85098 ; 45466.
10 Aperçu sur l'insécurité. Safeguarding Health in Conflict Coalition 2024 Report Dataset (en anglais) : 2022-2024 COD SHCC Health Care Data (données sur les soins de santé). Numéro d'incident 47324.

SAFEGUARDING HEALTH IN CONFLICT

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit *(Safeguarding Health in Conflict – SHCC)* rassemble plus de 40 organisations non-gouvernementales et a pour objectif de protéger les travailleuses et travailleurs humanitaires ainsi que les services de santé menacés dans les contextes de guerre ou par les troubles civils. Nous sensibilisons le public aux attaques contre les soins de santé au niveau mondial et nous exerçons un plaidoyer auprès des agences des Nations Unies pour qu'elles mettent en place des mesures plus importantes de protection des soins de santé au niveau mondial. Nous surveillons les attaques, renforçons les normes universelles relatives au respect du droit à la santé et nous exigeons que les auteurs de ces actes rendent des comptes.
www.safeguarding-health.com

La Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit
615 N. Wolfe Street, E7143, Baltimore, MD 21205
SHCC administrator, safeguardinghcc@gmail.com